

Contestation sociale

Chili : le crépuscule de transition démocratique inachevée

> François REMAN (*)

Si le soulèvement populaire qui secoue le Chili depuis plus de trois mois était hautement probable, sa magnitude a cependant quelque chose d'inédit. Au-delà d'un malaise social exprimé dans la rue avec une violence peu ordinaire, cette révolte prétend décadencer la matrice socio-politique néolibérale¹ d'une transition démocratique qui n'est jamais parvenue à véritablement solder l'héritage de 17 ans de dictature militaire. Cette crise pourrait déboucher sur l'élaboration d'un nouveau pacte social (version optimiste) ou voir émerger une réponse autoritariste et réactionnaire (version pessimiste).

Pour être en mesure de saisir les ressorts profonds de la crise actuelle au Chili, il faut se souvenir que le pays est gouverné depuis 40 ans par des normes et des valeurs néolibérales². Cette durée exceptionnelle en fait sans doute un cas unique au monde. Pensé par un groupe d'économistes formés à l'Université de Chicago, imposé à la faveur du coup d'État militaire de 1973 et inscrit dans la constitution de 1980, le modèle néolibéral a constitué la clé de voûte d'une transition vers la démocratie concertée et étroitement contrôlée. Le néolibéralisme, dont d'autres pays d'Amérique latine avaient goûté « les saveurs » via des plans d'ajustements structurels, s'est donc imposé, malgré le retour de la démocratie, comme un horizon politique indépassable, les organisations nationales ne tarissant jamais d'éloges pour vanter ses mérites. Cette persistance du néolibéralisme sans coup férir après la dictature s'explique par l'existence d'enclaves autoritaires au cœur de la démocratie chilienne mais aussi par l'absence de modèle de gouvernabilité concurrent au sein du champ politique latino-américain au sortir des années 1980.

L'univers de sens du Chili nouvellement démocratique en 1990 s'était donc constitué autour d'une rationalité politique qui a consacré l'émergence d'un « sujet néolibéral » profondément individualiste valorisant avant tout sa propre autonomie et se démarquant des intérêts collectifs. Il s'agissait jusqu'au 18 octobre d'un sujet dépolitisé s'accrochant quotidiennement à des faux-semblants d'une normalité présentée par le sociologue Abraham Franssen, comme « celle d'une société marchandisée, consumérisée, individualisée, amnésique et dépolitisée. Une société de compétition et de consommation

généralisées qui a affecté les subjectivités, en souffrance ou instrumentalisées, consumées et consumérisées, dans une tension permanente pour assurer la survie ou pour rester dans la course, réduisant la légendaire convivialité, au mieux, à l'espace familial et transformant la promenade dominicale en déambulation dans les méga-centres commerciaux »³.

L'usure d'un modèle

On ne va pas se pencher ici sur l'analyse des indicateurs socio-économiques explicatifs à l'émergence de la contestation sociale. L'ensemble des rapports des organisations internationales convergent en général pour reconnaître au Chili un dynamisme économique certain mais qui se cumule avec de grandes inégalités sociales. Au sein de l'architecture socio-économique chilienne, ce sont les biens communs de l'éducation, de la santé et des pensions largement privatisés qui traduisent la dimension la plus brutale du néolibéralisme tant ils sont vecteurs d'inégalités et d'exclusion sociale. Mais si les inégalités affolantes sont le sous-bassement explicatif des événements que traverse le Chili actuellement, elles ne rendent pas assez compte des dynamiques d'interaction au sein de la société chilienne et les verrous du modèle rendant émancipation et mobilité sociale laborieuses. Surtout, elles ne disent pas assez sur le niveau de méfiance et de rejet de la société envers le monde politique et la profonde crise de représentativité qui a accompagné la transition vers la démocratie. L'éruption sociale actuelle dit par contre beaucoup et de manière violente sur les lacunes de cette transition démocratique inachevée.

Dans son livre sur le bilan politique des gouvernements de centre gauche entre 1990 et 2010, Ma-

1. Le concept de « matrice socio-politique » est utilisé par Manuel Antonio Garretón pour comprendre les transformations des sociétés latino-américaines en surmontant la dichotomie entre la structure et les acteurs. Voir M. CAVAROZZI, P. CLEAVES G. GEREFFI, J. HARTLYN, *Latin America in the 21st century. Toward a new sociopolitical matrix*, The North South Center Press, 2003.

2. O. R. CONTRERAS, *La dictature de Pinochet en perspective, Sociologie d'une révolution capitaliste et néoconservatrice*, Paris, L'Harmattan, 2007.

3. Le récit d'Abraham Franssen à consulter sur le site du CETRI détaille à la perfection les ressorts, le profil, les aspirations et les limites des dynamiques contestataires en cours, face à une élite prête à lâcher du lest pour garder ses privilèges (sic). <https://www.cetri.be/Chili-insurrection-venue>



Casques de chantier, masques...
les manifestants se protègent
de la violence de la répression.

nuel Antonio Garretón fait à juste titre remarquer que «la contestation des bienfaits supposés d'un modèle qui démontrait son succès en termes de croissance économique et d'insertion sur les marchés internationaux mais qui peinait à offrir un projet démocratique complet est apparue dès 2006 à partir des mobilisations de la société civile. Cette contestation exigeait une modification des lignes directrices du modèle économique et soutenait la possibilité d'une alternative au dogme néolibéral de l'économie chilienne»⁴. Cette transformation aurait supposé de renforcer l'action de l'État et de ne plus confier au seul marché la mise en place de politiques publiques. Trop peu a été fait.

Les événements actuels doivent en conséquence s'analyser en les replaçant dans une dynamique de contestation qui a débuté il y a une vingtaine d'années. En 2001, 50.000 étudiant·e·s du secondaire manifestèrent contre le modèle néolibéral (*el mochilazo*) en scandant dans les rues de Santiago «La asamblea manda no el gobierno» ce qui revenait à dire «À nous de définir le cap, pas au gouvernement ou aux partis politiques». En 2006, plus d'un million d'adolescent·e·s manifestèrent dans tout le Chili pour réclamer une éducation gratuite et de qualité (*el pinguinazo*⁵). En 2011, la même demande gagna les étudiant·e·s du secondaire (*el movimiento estudiantil*⁶). En 2018

ont eu lieu de grandes manifestations féministes (*la marcha feminista*).

Les gouvernements successifs (Aylwin, Frei, Lagos, Bachelet, Piñera) ont en grande partie ignoré les demandes sociales mais ont complété et perfectionné le modèle néolibéral lui donnant une apparence moderniste, démocratique et futuriste. Un seul mot d'ordre: le Chili est et doit rester le jaguar de l'Amérique latine. Les classes populaires furent gracieusement conviées à participer au progrès grâce à une offre de crédit à la consommation leur permettant de se procurer des biens réservés traditionnellement aux classes moyennes et supérieures.

Le consensus pour saluer le succès économique et social des gouvernements de l'après-Pinochet – bonne croissance économique, insertion

“ La structure sociale oligarchique et inégalitaire a tout simplement fini par user la société chilienne. ”

internationale, baisse de la pauvreté, amélioration de la qualité de vie de l'ensemble de la population, spécialement des secteurs populaires – ne changea pas grand-chose à la structure sociale oligarchique et inégalitaire qui a tout simplement fini par user la société chilienne. Les mécanismes d'amortisseur de la contestation (consommation, facilité d'endette-

4. M.A. GARRETON, *Neoliberalismo corregido y progresismo limitado. Los gobiernos de la Concertación en Chile, 1990-2010*, Editorial-Arcis, Clasco coediciones, 2012.

5. F. ALVEAR ATLAGICH et M. ROZAS CARLOS, «La révolution des Pingouins, symptôme d'une crise néolibérale», *La Revue nouvelle*, janvier-février 2007.

6. F. REMAN, «Chili. Plus qu'un mouvement étudiant», *La Revue nouvelle*, novembre 2011.

ment, amélioration des infrastructures publiques...) perdant de leur efficacité, l'équilibre précaire qui structurait le Chili post-pinochetiste vola en éclat le 18 octobre 2019.

Une révolte des classes populaires et marginalisées

Selon l'historien Gabriel Salazar, cette date marque l'entrée dans l'arène de la contestation des classes populaires qu'il appelle aussi « pueblo mestizo » ou population métissée⁷. Abusées, discriminées, invisibilisées depuis l'indépendance du pays, exclues des structures du travail traditionnel, ces classes populaires se sont réfugiées dans la paysannerie, l'artisanat, l'extraction minière artisanale. Implantées maintenant dans les villes, elles sont devenues trois fois plus nombreuses que la masse des « gens éduqués » mais en l'absence de processus d'industrialisation, elles sont restées complètement marginalisées. Elles ont par contre toujours été perçues

« Implantées maintenant dans les villes, les classes populaires sont devenues trois fois plus nombreuses que la masse des « gens éduqués ».

comme un ennemi intérieur potentiellement menaçant. À intervalle régulier, elles ont participé à de grands mouvements de protestation sociale souvent en s'exprimant avec violence (saccages, vandalisme, incendies) comme c'est actuellement le cas.

Pour Salazar, cette masse populaire possède une blessure transgénérationnelle, un inconscient chargé d'exclusion, de colère et d'ignorance de sa condition de citoyen ce qui l'a finalement poussé à se révolter de manière violente car dépossédée des mécanismes de socialisation traditionnelle lui permettant de s'intégrer pleinement dans la société. De tout temps, la révolte sociale des milieux précarisés a généré panique institutionnelle et suscité angoisse des classes dirigeantes comme le prouve le message Whatsapp audio filtré par le journal *La Tercera* de Cecilia Morel, l'épouse du président Sebastian Piñera. On y décèle cette peur existentielle des classes dominantes chiliennes de se voir déposées par cette « horde prolétarienne ». « Je crois que le plus important, c'est de garder la tête froide, de ne pas s'affoler, parce que ce qui vient est très, très, très grave, tremble la Première dame chilienne. [...] ils ont essayé de brûler un hôpital, ils ont essayé de s'emparer de l'aéroport, bref, on est absolu-

ment dépassés, c'est comme une invasion étrangère, extraterrestre, je ne sais pas comment dire, et nous ne sommes pas armés pour les combattre. S'il vous plaît, gardons notre calme, faisons appel aux gens de bonne volonté, c'est le moment de ratio..., de rationna... comment on dit ?, de rationner la nourriture, et nous allons devoir diminuer nos privilèges et partager avec les autres ».

Quelle sortie de crise ?

Face à la révolte, le président Piñera a déployé une stratégie de répression brutale mais complètement prévisible laissant derrière elle une trentaine de mort·e·s, 5.000 blessé·e·s dont plus de 300 oculaires. Acculé, il a finalement négocié avec les partis de l'opposition un grand accord pour la paix sociale et la nouvelle constitution. Cet accord doit se traduire par la mise en place d'un processus constitutionnel qui sera initié par un référendum pour valider (ou pas) l'idée d'une nouvelle constitution et qui définira la composition de la future convention constitutionnelle. « Si cet accord est historique, écrit Abraham Franssen, il n'a pourtant pas permis le rétablissement de la paix sociale, de par la nature de la mobilisation et de la répression, mais aussi parce qu'il ne s'agit à ce stade que d'une réponse procédurale, longue et incertaine, ne garantissant aucun contenu substantiel, et parce que sa source, un accord historique entre partis politiques au Congrès, est elle-même déconsidérée⁸ ». Cette interprétation passablement pessimiste n'autorise-t-elle aucune expectative de sortie de crise par le haut, c'est-à-dire permettant à une institutionnalité politique de fonctionner pour répondre concrètement aux exigences de changements structurels ?

Quand les cris, la rage, la répression s'apaiseront, on découvrira si la voix de celles et ceux qui n'ont jamais été invité·e·s au banquet de la prise de décision sera enfin entendue. Si les adeptes du *statu quo*, poussé·e·s dans leurs retranchements accepteront de céder au moins un petit peu. Si (quand même), le chemin qui doit mener à une nouvelle constitution s'accompagnera d'un grand pacte social. Ou alors, si à l'instar d'autres pays de la région, la sortie de crise se produira via un mélange de néo-populisme et autoritarisme qui comblera artificiellement une population déboussolée mais tout de même revancharde. Et si les aspirations à « vivre en paz » seront étouffées définitivement ou encore pour longtemps. #

(*) Attaché de presse de la CSC

7. G. SALAZAR, *El reventón social en Chile, una mirada histórica*, www.nusog.org

8. A. FRANSSSEN, *op cit.*